

Une stratégie industrielle payante



Lacq Cluster Chimie 2030, qui fournira le gaz aux industries présentes sur le bassin.
© Laurent Pascal/Total.

Le 14 octobre 2013, dans la salle de commande des compresseurs, on a stoppé la distribution du gaz de Lacq dans le réseau gazier, mettant fin à 54 ans d'alimentation de ce gaz sur le territoire. L'aventure avait commencé en 1951 lorsque les forages menés par la SNPA (Société Nationale du Pétrole d'Aquitaine) avaient atteint à 3 550 m de profondeur une fabuleuse réserve de 262 milliards de m³. De la découverte à l'exploitation, ce ne fut pas un long fleuve tranquille. Ce gaz jaillissait à une pression de plus de 600 bars, à 150 °C, et sa composition (70 % de CH₄, 10 % de CO₂, 15 % de H₂S) acide et nauséabonde fit dire au pompier américain Myron Kinley appelé en catastrophe pour boucher le puits : « *ce gaz ne vaut rien, rebouchez, plantez de l'herbe et remettez-y les vaches.* » Mais les ingénieurs « frenchies » avaient de l'audace et de la persévérance. Il fallut quelques années pour que les aciéries de Pompey mettent au point un acier austénitique résistant à la corrosion et que Vallourec en fasse des tubes, tandis que les ingénieurs de la SNPA concevaient et bâtissaient une plate-forme de désulfuration. Dès 1957, ce sont près de 33 millions de m³ par jour qui sont exploités, soit alors près du tiers de la consommation nationale. Durant plus de quarante ans, la fourniture au réseau gazier continuera, avec évidemment des quantités plus basses – 13 millions de m³/j en 1970 et encore 2,5 millions en 2012 (5 % de la consommation française).

En 1958 se bâtissait près de Lacq, à Mourenx, une cité capable d'accueillir les milliers d'ouvriers et de cadres

appelés à venir travailler sur le site. Le gaz de Lacq devenait le symbole d'une nation industrielle dont la France gaulliste se plaisait à souligner l'importance pour l'indépendance énergétique du pays, et qui devint stratégique après la perte des champs gaziers et pétroliers du Sahara en 1962.



Au cours de ces presque soixante années, les acteurs industriels – SNPA, puis Elf et maintenant Total – avaient fait évoluer le bassin de Lacq qui comportait 8 000 personnes en le diversifiant grâce à la chimie. Car dès 1975, l'épuisement de la poche de gaz était programmé. Plusieurs scénarios étaient possibles : exploiter le gisement jusqu'à la fin en puisant toujours 3 millions de m³/j jusqu'en 2018, ou réduire la production à 300 000 m³/j sur une période estimée à trente années, et s'en servir comme matière première. C'est cette dernière solution qui a été adoptée, permettant de garder vivant un site de 160 ha classé Seveso 2, avec des habitudes de sécurité et des compétences précieuses.

Le gaz fournit l'énergie et la matière première à un environnement industriel unique, le « Lacq Cluster Chimie 2030 » (LCC30). C'est la SOGEBI (Société Béarnaise de Gestion Industrielle) qui gère la plate-forme de surface du puits, sépare les gaz et fournit la vapeur aux usines du site : Total bien sûr, mais aussi Arkema, Air Liquide, Abengoa, Sanofi, Novasep, Rexam, Chimex, Finoga, et plus récemment Toray. Depuis plus de dix ans, un groupement d'intérêt public, le GIP « Chemparc », a la charge d'accueillir les nouveaux groupes et de faciliter l'installation d'usines sur le site ; il gère aussi un espace destiné aux jeunes pousses chimiques, « Chem Start'up ».

Cette organisation et cette prévision intelligente à long terme font que près de 8 000 personnes travaillent toujours sur le site.

Quelles sont donc les retombées positives de ce « sale gaz » qui ne valait pas grand-chose en 1951 ?

- Elf Aquitaine et maintenant Total ont acquis dans cette aventure une expertise unique au monde sur les gaz chargés en acide qui fait intervenir le groupe comme opérateur dans nombre de sites de ce type en Norvège, au Moyen-Orient..., pour le transfert et le stockage pour ne citer que ceux-là.

- La production de soufre dont la SNPA était devenue l'un des premiers producteurs mondiaux a accouché d'une très belle thiochimie dont Arkema est devenu le numéro un mondial. Avec 700 personnes sur le site et un groupement de recherche, sont produits la méthionine et ses dérivés, les mercaptans, les composés thioglycoliques et les solvants DMDS et DMSO.

- La diversification s'est faite vers la pharmacie, les dérivés de la biomasse, les cosmétiques (Chimex), les engrais avec Yara, et récemment les fibres de carbone avec Toray qui, dès mai 2014, produira le polyacrylonitrile, précurseur des fibres de carbone pour l'Europe, où dans l'avionique à Toulouse et dans l'automobile se développent les composites carbone.

- Les collaborations entre l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, notamment avec le centre de recherche Jean Féger, ont nourri la recherche et développement du bassin de Lacq, illustrées dernièrement par la création d'une licence pro « Polymères et composites » délocalisée à Mourenx.

Quelles leçons et quelle philosophie peuvent en être tirées en 2014, alors que la France semble bouder son industrie manufacturière ?

Il y a eu tout d'abord une volonté des industriels comme Elf puis Total de ne pas partir en laissant une friche industrielle, comme on l'a vu trop souvent dans les charbonnages et la métallurgie, mais d'examiner la ou les solutions les plus intelligentes. Il y avait et il y a toujours dans le bassin de Lacq une culture industrielle, un environnement et une mentalité qui acceptent les contraintes d'une industrie et d'un site chimique. Les habitants de Mourenx et les élus de la communauté de communes connaissent les usages de sécurité sur le site et les risques mesurés ; on ne trouve pas de « NIMBY »

(« *not in my backyard** ») à plusieurs kilomètres à la ronde et les usines respectent au mieux l'environnement. Enfin, il y a eu pour ce plan de préservation d'activités et d'emplois une réelle concertation entre les industriels, les collectivités territoriales, les syndicats et les chambres consulaires pour présenter ensemble à l'État un projet unitaire et des solutions réalistes, avec les investissements adaptés.

Cette aventure et ses conclusions très positives pour l'emploi sont sans doute le fort d'une entreprise dynamique qui a du cash et des dirigeants et ingénieurs qui ne veulent pas s'avouer vaincus. Au début, c'était un vrai western dans ce Texas béarnais, où l'on mettait des masques à gaz même dans les écuries !

Dans ce pays rude près des contreforts des Pyrénées, l'esprit mousquetaire est encore présent. On peut se poser la question de savoir si, en 2014, cette aventure industrielle serait encore possible. Avec le principe de précaution inscrit dans la Constitution, et les médias rapides à amplifier les réactions négatives d'écologistes radicaux, certains en doutent fort.

En tout cas, au bassin de Lacq et dans le Béarn, l'aventure chimique continue : longue vie au site industriel.

Jean-Claude Bernier,
le 8 janvier 2014

* « *Not in my backyard* » (« pas dans mon arrière-cour ») : qualification, souvent péjorative, de l'opposition de populations riveraines à l'implantation ou à l'extension d'une nouvelle installation dont ils considèrent qu'ils subiront des nuisances.



Le Bassin de Lacq. © Patrick Redonnet/Total.



Société Chimique de France



La SCF sur Facebook, vous aimez ?
Parlez-en autour de vous,
et invitez vos amis et collègues à nous rejoindre !

• www.facebook.com/SocieteChimiqueDeFrance?ref=profile

